

7<sup>e</sup> SÉRIE. 1<sup>er</sup> VOL. — N<sup>o</sup> 8.

32<sup>e</sup> ANNÉE. — Mars 1926.



# La Coopération des idées

ORGANE BIMESTRIEL DE LA RÉACTION DU BON SENS,  
SEUL VRAIMENT INDÉPENDANT DES COTERIES,  
DES PARTIS, DES POUVOIRS, DE L'ARGENT,  
ET MÊME DES LECTEURS ET ABONNÉS.

RÉDIGÉ PAR GEORGES DEHERME

---

## SOMMAIRE :

**La grande misère de ce temps.**

**La propagande boche : les Appels « aux Consciences ».**

**Lettre d'un Américain.**

**Les grandes Compagnies.**

**Anthologie de la Bêtise.**

**Une réforme électorale : le contribuable électeur**

**Les Livres qui font penser.**

---

Ce Numéro de 40 pages : 1 fr. 25

---

ADMINISTRATION & RÉDACTION :

**Georges DEHERME, à Aups (Var)**

## ABONNEMENTS

---

Les numéros de *la Coopération des idées* auront le nombre des pages et la périodicité que nécessiteront les circonstances. Le prix de l'abonnement est donc fixé au volume qui sera de 320 pages au moins : soit **10 francs** pour la France et **15 francs** pour l'Étranger.

---

Le régime matérialiste de la prétendue propriété littéraire a généralisé la simonie, la prostitution de l'esprit. En asservissant l'intelligence à l'argent et au nombre, ce régime a été un des facteurs de notre anarchie mentale et morale.

Nous proposant surtout la régénération des opinions et des mœurs, nous ne reconnaissons pas les « droits d'auteurs ». Nous autorisons donc, sans conditions, nous sollicitons même la reproduction de tout ce que publiera *la Coopération des idées*.

---

**Un [numéro spécimen est envoyé à toute personne qui en fait directement la demande ou dont l'adresse] nous est transmise. C'est nous aider efficacement que de nous envoyer des listes d'adresses.**

**Pour tout ce qui concerne LA COOPÉRATION DES IDÉES, écrire à M. Georges DEHERME, à Aups (Var).**

## La Coopération des idées

### LA GRANDE MISÈRE DE CE TEMPS

---

La démocratie est bonne fille. Elle magnifie, elle maintient la suprématie universelle de Celle qui l'a engendrée et formée : la Bêtise.

Ainsi, elle rallie le Nombre. Elle est toute puissante. Elle abrutit ceux-là même qui s'évertuent le plus énergiquement à lui résister, à la combattre sans espoir.

Si cette élite se refuse encore à concevoir, comme les lecteurs du *Quotidien*, que la politique consiste surtout à faire voter l'électeur et à faire juter le contribuable, ceci pour cela et cela pour ceci, elle ne laisse point d'être obsédée par des questions accessoires, contingentes : l'inflation fiduciaire, la crise financière, la frénésie fiscale, la réforme électorale, etc., etc...

Or, il n'est vraiment qu'un problème : celui de l'ordre.

Sa solution n'est pas d'abord économique, ni politique. Elle est intellectuelle : *bien penser*.

Car bien penser, c'est bien vouloir, bien agir. Comme l'a formulé Pascal, voilà le principe moral essentiel. C'est aussi le fondement de toute politique positive.

Le délire démocratique, qui provoque des catastrophes de plus en plus destructrices et sanglantes, manifeste la déchéance de l'intelligence due à la

carence trop prolongée d'une spiritualité organisée.

Aussi, comme le dit A. Comte, « la formation du sacerdoce positif devient la première condition d'une régénération mentale et morale, non moins indispensable à l'ordre qu'au progrès ».

Si un problème partiel, comme celui de la réfection financière, ne se peut résoudre spécialement qu'avec le concours actif d'un commandant d'artillerie, la solution d'ensemble de « l'immense question de l'ordre », dont dépendent, en définitive, toutes les autres questions, économiques, politiques et morales, même celle de la monnaie, de la vie chère et de la Constitution, est essentiellement spirituelle. C'est pourquoi les agitations de partis et de réformateurs sont stériles.

Ainsi la libre pensée, comme l'entendent ceux qui sont, en fait, aussi hostiles à la liberté qu'étrangers à l'exercice méthodique de penser, est une sottise. Il n'y a pas de libre pensée en astronomie, en physique, en chimie, en physiologie, prononçait Comte. Il n'y en a pas davantage en sociologie, en morale, malgré l'apparence que donne la complexité de leurs problèmes. Et voilà pourquoi, notons-le en passant, le dogme métaphysico-révolutionnaire de la « souveraineté populaire » est une super-sottise. Les lois physiques ne se laissent point fléchir par nos caprices individuels et les désirs incohérents du nombre.

La liberté spirituelle, au sens positif, est tout autre chose. Elle est dans l'indépendance altière de l'esprit et la garantie d'une loyale concurrence des

doctrines durant la période de transition. C'est d'ailleurs la condition essentielle du meilleur emploi de l'intelligence, de son développement normal, de son prestige et de son rayonnement. Car la fonction de l'intelligence est d'élever l'homme, d'humaniser l'univers. Et elle l'accomplit en modérant l'instinct, en réglant les forces matérielles, en perfectionnant par l'enseignement, le conseil, la sanction morale...

« L'homme est grand, a dit Ernest Hello, quand il se considère dans l'ensemble, quand il se considère homme-humanité..., artiste, savant, ouvrier, relié par l'amour et la science à la chaîne des êtres. Il est petit quand il est réduit à lui-même, quand il se sent individu, isolé, pauvre, quand il se tâte dans sa misère et son impuissance propre. »

L'artiste, le savant, le philosophe qui méconnaissent le véritable but de l'activité spirituelle, ils s'égarent autant qu'ils troublent, ils se corrompent non moins qu'ils dissolvent. Toutes les aberrations théoriques et pratiques sourdent de cette confusion initiale que le romantisme littéraire et le scientisme matérialiste ont généralisée. L'art pour l'art des uns comme la science pour la science des autres, et même la vérité pour la vérité des métaphysiciens, ce n'est qu'une ridicule illusion égocentrique. Et qui tue l'esprit comme « l'amour de l'amour tue l'amour ». Il y faut l'outrecuidance d'un Chantecler persuadé que sa basse-cour est le monde et que le soleil attend son sonore cocorico pour apparaître.

Tous, nous vivons pour et par autrui. Nul ne

s'évade du social. Même le littéraire, l'esthète individualiste, même le fauve abruti des bas-fonds. Le surin dont se sert celui-ci pour tuer, le mot parlé ou écrit qu'emploie celui-là pour exprimer ses insanités sont des produits sociaux. Tout ce qui est de l'homme baigne dans le social. Seulement, nous en avons plus ou moins conscience; nous nous élevons pour nous accorder au rythme humain en acceptant la loi de perfectionnement, en nous efforçant de vivre *pour* autrui, ou nous nous abaissons par la rébellion bestiale de nos instincts en nous laissant vivre *par* autrui. Humains, incorporés à l'humanité, la servant et l'aimant, pensant pour agir et agissant par affection, — ou parasites : surtout pour l'intellectuel, pas d'autre alternative. Il faut choisir. Loin de dépasser l'humain, le soi-disant surhomme de Nietzsche ne l'atteint pas, et nous savons que son orgueil désorbité s'abîme finalement dans la démence.

L'argent est un des facteurs les plus actifs du parasitisme social. Dans un beau livre d'avant-guerre, Ch. Maurras a dénoncé l'asservissement croissant des intellectuels à l'argent.

Mais Comte et Proudhon ont montré que les femmelins de littérature, loin d'être violés, racolent avec effronterie. L'idée, comme la chair, ne s'achète que lorsqu'elle s'offre ou, à tout le moins, consent à se vendre. Pour inepte qu'on soit, on peut toujours gagner dignement son pain à balayer les rues. Un Proudhon, dans la magnificence de sa pauvreté, marque d'infamie un trafiquant de l'absolu comme Hœné Wronski. Un

Comte, avec le prestige que lui confèrera plus tard son indigence et son génie, dédaigne hautement le succès. Il n'a pas besoin de l'officielle Sorbonne pour enseigner sa doctrine, ni de l'Académie pour perpétuer son nom. Avec dix lecteurs choisis, il transformera l'âme du monde.

Mais la plupart de nos intellectuels ont des soucis moins glorieux et des visées plus immédiates. Haletant après toutes les chimères de la destruction et de la mort, renonçant et trahissant tout ce qui ranime, ils se disent — et se croient sans doute — « gens pratiques ». Et cela veut dire qu'ils tiennent leurs livres de comptes, qu'ils savent disputer des prix et se pousser dans les ministères, les salons, les bureaux de rédaction, — tous les prostibules.

Certes, l'argent n'est pas, pour tous, l'unique salaire qu'ils convoitent. Comme les filles, suivant les catégories, et dans les mêmes proportions, c'est l'argent d'abord et surtout ; mais aussi la parure : titres et décorations ; la caresse : renommée ; ou le béguin : secte, parti. Mais c'est toujours, et il n'en est pas de plus ou moins méprisable, la prostitution de l'intelligence.

Après l'affreux carnage, dans le repentir commun, nous fûmes quelques-uns à espérer un grand effort de régénération intellectuelle et morale. Hélas ! ceux qui ont reçu la redoutable mission de guider et de former l'opinion publique n'ont rien appris et ne se sont souvenus que des plus habiles procédés d'exploitation. Ils ont même perfectionné ceux-ci. Des associations, des coteries,

des syndicats se créèrent avec de grands mots pour d'abjects desseins. On affirma même l'héroïsme du soldat.

Mais le lucre abêtit ceux qu'il hallucine. « Toute activité, dit Comte, comme toute ambition temporelle, deviendra bientôt une source légitime de suspicion envers ceux qui, aspirant au gouvernement spirituel de l'humanité, indiqueraient ainsi au peuple leur insuffisance morale, ordinairement liée à une secrète impuissance mentale. »

Nos soi-disant intellectuels ne savent même pas faire le départ du temporel et du spirituel, c'est-à-dire du local et de l'universel, du pratique et du théorique, du spécial et du général. Ils en viennent à se grouper avec des ingénieurs, des chefs d'industrie et des banquiers. Et l'on s'explique leur aversion profonde de toute reconstruction morale quand on sait que celle-ci implique d'abord l'organisation d'une spiritualité indépendante de tous les pouvoirs temporels : argent, nombre, commandement. « Pour se borner à conseiller, dit encore Comte, il faut ne pouvoir jamais commander, même par la richesse : autrement notre misérable nature reste disposée à substituer souvent la force aux démonstrations. »

Nos intellectuels considèrent que « le péril de l'intelligence », « le désastre national », c'est que n'importe quel versificateur ignare et niais ne s'enrichisse point aussi vite qu'un politicien d'affaires, un financier véreux, un boxeur, un pitre, une fille de luxe ou un munitionnaire.

Naguère, un très bas bleu protestait contre l'emprunt et le prêt des livres, car cela frustre l'écrivain,

dit-elle, de son « droit d'auteur ». Elle assure que c'est un vol. Deux autres littérateurs — un communiste et un Juif (c'est ainsi !) — ont tenté de fonder une ligue contre l'emprunt des livres. Impudemment, ces gens-de-lettres se vautrent dans leur simonie comme le goret dans les pourritures dont il se délecte.

Nous en sommes là. Surtout avec le fabricant de romans ou le marchand de phrases.

Dans une civilisation qui se décompose, ce sont les histrions du verbe qui font la renommée. Les petits poètes, à Athènes, se mettaient à la solde des rhéteurs, des démagogues et des riches. L'intelligence qu'une foi ne maintient pas dans l'ordre humain devient un foyer d'infection morale où fermentent tous les virus de négation, de dissolution et de corruption.

Lorsqu'un ploutocrate joue au Mécène et veut honorer son nom, il fonde un prix de littérature. Nul ne se demande d'où vient la manne ni quelles mains la distribuent. Cela n'offusque aucune puissance et suscite une publicité avantageuse. C'est ainsi que les gourgandines sur le retour se font dames d'œuvres.

Étant agent de publicité surtout, l'écrivain commence par se servir. On se concerte pour se pousser. Il y a une bourse tacite des épithètes superlatives. Donnant, donnant. Un ironiste a fourni la formule : « Je concéderai du talent à qui m'accordera du génie. »

Pour qui ne conclut pas le sordide marché, silence, boycottage...

De là, tant de renommées surfaites, et la part excessive, quasi exclusive faite à la forme, à l'imagination ou à la sèche érudition sur le fond et la méditation.

Mesurez, dans les journaux et les revues, la place que tient la critique des romans, de l'histoire anecdotique, de la pornographie, du théâtre...

Accabler de sarcasmes les nouveaux riches est de mode. Mais cela n'empêche point d'exploiter leur ignorance et leur stupidité. Aussi annonce-t-on des éditions de volumes à cinq cents, mille, deux mille francs et plus, « paraphés par l'auteur, avec son portrait et la reproduction de pages autographes ». Et l'ouvrage, généralement, est ridicule d'absurdité et de sottise prétentieuse ! Au reste, le luxe du papier ne fait que mieux ressortir les coquilles, les fautes typographiques, sans parler du mauvais goût des enluminures. L'édition des fermiers généraux était, à tout le moins, du bon travail d'imprimerie.

Mais « il faut bien vivre », objectent ceux qui n'ont pas perdu toute vergogne. Ce n'est point ce qui importe le plus. Ainsi des Français s'indignaient, par horreur de la guerre meurtrière, du militarisme défensif. Néanmoins, devant l'invasion dévastatrice, ils préférèrent mourir que d'être subjugués par le Boche. L'abîme appelle l'abîme. La carence trop prolongée de toute spiritualité organisée va susciter une barbarie plus exterminatrice encore. On ne pourra lui opposer l'armée ni le canon, car elle surgira du sol même de la patrie, des pavés de nos Cités, elle sera partout et en nous-mêmes. Les

vrais intellectuels connaîtront alors qu'une civilisation ne se garde et ne se développe que par l'abnégation et, parfois, le sacrifice délibérément consenti d'une existence qui n'a plus de sens si elle ne sert l'idéal humain et si elle ne se rapporte à l'humanité.

Qu'une classe sociale quelconque se discrédite, cela n'a pas grande importance. Par là, elle abdique, elle s'élimine.

Mais il en va autrement pour ce qui peut affecter l'âme du peuple. Le métier est par trop facile. Beaucoup de jeunes gens qui eussent pu devenir des producteurs utiles, des citoyens bienfaisants sont dévoyés et deviennent des parasites nocifs. De plus, les scribouillards s'installent dans leur ignominie, ils font obstacle à une reconstitution spirituelle qui est devenue urgente et de salut public. Ils veulent précisément « s'organiser » à cette fin, comme les prolétaires abêtis par leurs meneurs se coalisent pour contraindre les bons ouvriers à saboter avec eux. Ils ont l'intuition que tout ordre spirituel serait d'abord une réaction contre leurs turpitudes et leurs divagations délirantes. L'anarchisme, le bolchévisme, l'antipatriotisme, le matérialisme, toutes les aberrations ont trouvé en eux leurs plus fervents adeptes. Il est remarquable que, lorsqu'ils n'affectent point l'impassibilité de la brute, ils ne s'enthousiasment jamais que pour la destruction. Ils y sont enclins, d'ailleurs, par le succès facile que leur assure cet apostolat lucratif de la *libido* exacerbée, du stupre et du néant.

Les journaux se garderaient bien de signaler une œuvre sérieuse, reconfortante, lumineuse, une institution utile, de pacification sociale ; mais un crime

crapuleux, une niaiserie outrancière, une monstruosité quelconque, ils n'en épargnent aucun détail à leurs lecteurs. Or, avant tout, se dit la fille de lettres, il faut percer, faire publier son nom. Plus tard, on s'assagira si l'on peut.

« Silence aux pauvres ! » s'écriait le douloureux Lamennais, ne pouvant plus faire tirer son journal. Le pauvre, aujourd'hui, trouve aisément à s'enrichir, s'il a de l'entregent, la manière, et s'il est dénué de scrupules désuets. Aujourd'hui, il faut dire : « Silence à la pensée indépendante, désintéressée, qui ne transige pas ! » Celui-là qui lui consacre son labeur et ses espoirs sera le pestiféré, l'outlaw. Entre son enseignement et le public, toutes les barrières se dresseront : la presse, la librairie, l'Université, les Académies, les partis, toutes les coteries.

Et la désastreuse conséquence, c'est que, faute d'être réglées par un véritable pouvoir spirituel, toutes les forces matérielles font explosion à la fois et vont anéantir la civilisation d'humanité.

La plus horrible famine, la plus calamiteuse banqueroute qui menacent le monde, c'est celles de l'esprit.

Et c'est la grande pitié de ce temps.

G. D.

---

## LA PROPAGANDE BOCHE

### LES APPELS « AUX CONSCIENCES »

« Dans « conscience », il y a « science »  
VICTOR HUGO.

Et puis, voici *la Paix* (1)... C'est un livre de M. F. Nitti, qui fut le premier chef du gouvernement italien d'après guerre. « Payer », « pactiser » et « paix » ayant la même étymologie, ce politicien pacifiste peut manifester son amitié pour l'Allemagne belliqueuse et pour le parti d'assassinats en série qu'est le bolchévisme. Cette attitude ne scandalise que le sentiment social et la raison.

Il va sans dire que M. Nitti n'est pas moins démocrate que pacifiste. Et cela l'incline à se mettre au service du roi Dollar.

Aussi fut-il, après l'armistice, un des scélérats qui s'évertuèrent à défaire la victoire vraiment pacificatrice.

Il avait mené son pays à l'extrême bord de l'abîme bolchéviste quand Mussolini et ses fascistes intervinrent. L'Italie fut sauvée, et M. Nitti justement bâtonné. Il a conservé un amer souvenir de ses dévotions forcées à la madone du « manganello ». (On sait que les « manganelli » sont de grosses cannes que les fascistes manient avec entrain pour ranimer l'enthousiasme patriotique).

(1) RIEDER, éditeur français. Il y a eu même une Association française pour décerner un prix littéraire à ce livre de propagande boche.

Ce livre est donc, malgré son titre, un effronté plaidoyer pour l'Allemagne. Nonobstant l'évidence des faits, sur tous les tons, en s'accompagnant de sa mandoline berlinoise, Nitti nous chante :

Elle est innocente et pûûre...

S'il paraît s'indigner de « l'abominable paix » qu'a faite le traité de Versailles, ce n'est point parce que ce traité, inspiré, dicté par l'exécrable Tartufe-Wilson, n'a pas établi la paix durable en désagrégeant l'empire allemand, c'est-à-dire en affranchissant les principautés germaniques de la suzeraineté prussienne; mais parce qu'il laissa subsister, nominalement, quelques rayons de la victoire et, surtout, parce qu'il ne fut pas assez défavorable pour la France.

L'Allemagne, ayant éludé presque toutes les conséquences matérielles de sa défaite, dirige sa propagande, puissamment organisée, en ce sens. Il s'agit d'abord de biffer du traité cet article 231 : « Les gouvernements alliés et associés déclarent, et l'Allemagne reconnaît, que l'Allemagne et ses alliés sont responsables, pour les avoir causés, de toutes les pertes et de tous les dommages subis par les gouvernements alliés associés et leurs nationaux, *en conséquence de la guerre qui leur a été imposée par l'agression de l'Allemagne et de ses alliés.* »

Avec un parfait ensemble synchronique, dans tous les pays sont lancés les appels « aux consciences ». M. Nitti est un des virtuoses solistes de cet orchestre admirablement discipliné. Il écrit :

« Tous les moyens de destruction ont été employés pendant la guerre : de même que les gaz asphyxiants furent employés pour empoisonner les corps, *tous les mensonges* furent employés largement pour empoisonner les esprits. »

Exemple : Les peuples alliés osent déclarer les Allemands :

« Seuls responsables de la guerre, ils leur reprochent d'avoir violé la Belgique, d'avoir inventé la campagne des sous-marins et d'avoir commis toute une série d'actes de cruauté. »

Or, il est clair, n'est-ce pas? que la Belgique s'est envahie elle-même et que la *Lusitania* fut torpillée par un sous-marin français.

Au surplus, rien de plus sensible que le Boche. Il y faut prendre garde et ne pas froisser cette âme délicate et méconnue. Son thuriféraire le fait remarquer :

« Quant aux Allemands, ils connaissent toute leur grandeur. Les insulter, c'est les irriter. »

Et les irriter, il va sans dire, c'est encore contraindre la Belgique, prochainement, à se violer soi-même.

Pour connaître l'état d'esprit actuel de l'Allemagne prussifiée, il n'est que de lire ce livre.

C'est un reflet exact, sans retouche. C'est un écho fixé. Feuilletons :

« La première vérité qu'il faut proclamer, c'est qu'il n'y a pas un seul responsable de la guerre... Les Allemands ont un passif et un actif comme tous les autres. Mais ils ne supportent pas plus que d'autres la responsabilité de la dernière grande guerre. »

Eh bien, Jean Hiroux aussi en appelle « aux consciences »! Lui non plus n'est pas responsable. Il y a son hérédité, son éducation, sa nature; il y a les circonstances. Un crime suppose deux coopérateurs au moins. S'il n'y avait pas d'assassiné, il n'y aurait pas d'assassin. Que faisait donc ce gros bourgeois, à minuit, dans cette rue déserte, avec son portefeuille provocateur? Il a donc, lui aussi, « un passif et un actif » comme le chourineur.

Et voici le sinistre avertissement du « pacifiste » :

« La Belgique a eu tort de renoncer à la neutralité à laquelle elle doit son salut. »

Pour persuader les peuples qu'ils ne doivent plus résister, dorénavant, aux effusions de l'humanitarisme teuton, à l'expansion de la grandeur allemande, M. Nitti n'a pas que l'argument de la menace.

« Je connais en Italie, écrit-il, un banquier, grand spéculateur, qui pendant la guerre a pu astucieusement embusquer ses fils, n'hésitant pas à recourir à toutes les bassesses et à tous les moyens de corruption. Depuis la guerre, il est devenu un ardent patriote, un fasciste et un panégyriste de la victoire. »

C'est plutôt faiblard. Et la réplique est tout indiquée : Je connais en France un magnat de la finance, agioteur effréné qui, pendant la guerre, a pu astucieusement faire embusquer ses fils présumés, les amants de sa femme et les geluchons de ses maîtresses par tous les moyens auxquels l'austère démocratie ne saurait refuser de se laisser fléchir. Depuis l'armistice ce financier est devenu un fervent pacifiste, un fanatique cartelliste et un furieux adversaire d'une victoire qui fit pleurer le tendre Boche...

Et puis, cela ne prouve qu'une chose : la regrettable carence, chez nous, de la salutaire madone du « manganello ». Mais voici qui est mieux :

« La guerre de 1870 fut déclarée par la France. En ce qui concerne la guerre européenne de 1914, il est vraiment difficile de dire si les plus grandes responsabilités appartiennent à l'Autriche-Hongrie ou à la Russie, et l'on ne peut affirmer davantage que Guillaume II et son entourage n'aient encouru aucune responsabilité et que M. Poincaré ait opposé une résistance réellement efficace à l'action du gouvernement tsariste et à la politique immorale de M. Isvolsky. »

La vraie politique morale, d'après M. Nitti, c'est celle

de Bismarck, consistant dans la falsification de la dépêche d'Ems qui détermina la guerre de 1870, voulue et préparée par le chancelier de fer, en laissant à la France, ou plutôt à son incapable gouvernement, l'apparente responsabilité de l'avoir déclarée.

Au demeurant, le service de propagande allemand en appelle « aux consciences » pour qu'il soit proclamé que ce n'est pas l'Allemagne qui a préparé, décidé la grande guerre « fraîche et joyeuse ». M. Nitti suit docilement les instructions qui lui sont données en écrivant :

« La guerre européenne, *examinée en soi*, a surtout été la guerre de la Russie, guerre voulue par Sazonoff et par Isvolsky. »

Cet « examen en soi » est immense. C'est du boche sublimé, du boche métaphysique.

Quand on l'entend bien, c'est-à-dire à l'encontre de ce qu'il veut faire admettre, il arrive parfois que M. Nitti énonce quelques vérités. Celle-ci entre autres :

« La politique suivie depuis la guerre n'a pas seulement nui aux vaincus mais elle a nui aux vainqueurs, aux neutres, et elle menace la prospérité de tout le monde. »

Oui, il n'est que trop vrai que les Alliés ont failli au devoir supérieur que leur imposait la victoire, qui était de construire l'ordre européen et de donner une direction à la civilisation occidentale.

Non plus que les individus, les nations ne peuvent coexister en paix, garantir leur sécurité sans être coordonnées, soumises à une autorité qui les règle. C'est ainsi que la guerre est institutrice de la paix. Car elle a pour fin naturelle la victoire qui établit pour un temps cette autorité nécessaire.

C'est pour réaliser cette victoire que dix millions d'êtres humains furent immolés. La paix sans victoire

est la plus monstrueuse des trahisons. Et elle prépare la guerre prochaine.

Un Nitti même le constate :

« Il n'est pas vrai que l'on s'achemine vers la paix ; il n'y a jamais eu comme aujourd'hui, en Europe, autant de germes de guerre ; jamais les injustices et les erreurs commises depuis la guerre n'ont préparé un tel levain de haine. Si de nouvelles guerres n'éclatent pas, c'est seulement parce que l'affaissement économique général et les difficultés financières empêchent de nouvelles aventures et de nouvelles entreprises hasardeuses. »

Il faut reconnaître que si l'Allemagne avait réussi son coup, « les injustices et les erreurs » dont parle M. Nitti n'eussent pas été commises. La victoire eût été complète et se fut exprimée implacablement.

Des « pacifistes » comme M. Nitti suivent le conseil de Nietzsche : ils aiment « la paix comme un moyen de guerre ». Un positiviste qui rêve à l'humanité pacifiée dans l'unité accepte présentement la guerre comme le seul moyen efficace, par la victoire décisive, d'établir une paix durable.

S'il était possible à une intelligence lucide de douter que l'Allemagne ne songe qu'à la revanche, il suffirait d'apprendre, dans le livre de M. Nitti, comment elle conduit sa propagande.

Voici une des pièces à conviction qui portent leur signature :

« Empêcher que les troupes de couleur ne soient en temps de paix employées contre des populations de race blanche, *ce qui diminue* le prestige européen dans le monde entier. »

En bon avocat, M. Nitti passe à l'offensive.

La Wilhelmstrasse a donné le mot d'ordre. Il faut, désormais, après Locarno, proclamer que le plan Dawes, qui pourtant « s'oppose complètement à tout

ce qui a été fait depuis la signature du traité », est inapplicable.

En conséquence, il faut déchirer le traité de Versailles, rendre à l'Allemagne prolifique et déjà surpeuplée ses colonies et les territoires qu'elle a dû restituer, favoriser la constitution de la formidable Mitteleuropa. S'il n'ose réclamer encore l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine, M. Nitti ne laisse point de faire observer ingénument, en passant, que les Alsaciens sont de « race » germanique. Le principe est posé. On ne tardera pas à conclure (1).

Mais cette œuvre prodigieuse de rétroversion de la plus écrasante défaite de la guerre en une triomphante victoire de la paix ne s'accomplit pas en un jour. Il faut avancer pas à pas. Pour le moment, il convient surtout de faire renoncer la France, bon gré mal gré, définitivement, aux réparations qui lui sont dues, même morales, les plus minimales.

Ici, tout sera mis en jeu. Et aussi la menace. Derrière Locarno s'agite déjà le spectre sanglant de Locarnage :

« Le plan Dawes sera exécuté ou ne le sera pas. Dans le second cas s'évanouissent les quelques rares illusions que l'on pouvait conserver sur les bénéfices à réaliser par les réparations. Dans le premier cas, le danger est encore pire. Si l'Allemagne, poussée par la nécessité, redouble d'efforts et concentre toutes ses énergies, non seulement elle réussira à vivre et à reconstituer sa force nationale, mais elle pourra faire face aux engagements qu'elle a pris et aura dans un certain nombre d'années atteint une telle puissance industrielle qu'elle sera beaucoup plus forte qu'avant la guerre, et qu'une fois libérée de ses charges, elle exercera sur les marchés internationaux la plus dangereuse des concurren-

(1) Quand ce numéro sera imprimé, il est probable que paraîtra, à Stasbourg, un journal séparatiste dont on annonce la publication. Ce journal, *Die Brücke (le Pont)*, aura pour rédacteurs : Wirth, Vanderfelde, à qui Briand-Locarno vient de conférer la grand-croix de la Légion d'honneur, et, naturellement, Nitti.

ces. Cette perspective ne laisse pas d'être inquiétante ; elle est attentivement examinée, surtout en Angleterre et en Amérique. La politique des réparations a complètement fait faillite. »

Mais si l'Allemagne n'a rien à payer, il convient d'autant plus, déclare M. Nitti, que la France surpaye. Il faut pousser à tout ce qui ruine et affaiblit celle-ci et à tout ce qui enrichit et fortifie celle-là.

« Malgré ses richesses naturelles, ses ressources considérables, *et sa victoire*, la France ne paye ni ses dettes, ni les intérêts de ses dettes. L'Italie ne peut pas payer. »

Il est intolérable, en effet, que des vainqueurs, *qui ne devaient pas l'être*, ne se laissent point rançonner et prennent quelques précautions pour ne plus se laisser envahir.

Ici, M. Nitti va montrer l'autre ficelle qui le meut :

« Le Sénat américain a repoussé le traité de Versailles (wilsonien) et le pacte de garantie pour la France. L'Amérique n'a jamais voulu faire partie de la Commission des réparations et de la Société des nations (wilsonienne). *Elle a même réclamé le paiement de ses créances*. Si elle avait renoncé à faire cette réclamation, elle aurait contribué à augmenter le militarisme des États vainqueurs et à accroître le désordre : ainsi aurait été prolongée une situation que l'on doit souhaiter voir se dénouer au plus vite. L'Amérique n'a jamais accepté la thèse de M. Poincaré d'après laquelle les dettes interalliées ne devaient être payées que lorsque l'Allemagne aurait rempli ses obligations, qui sont inscrites au traité et que chacun sait être inexécutables. Les États-Unis ont considéré les réparations et les dettes comme étant des questions tout à fait distinctes. »

M. Nitti fut bâtonné — ô madone du « manganello », que ton règne arrive en France ! — non seulement pour sa bochophilie indécente, mais encore parce qu'il fut soupçonné de servir avec un zèle suspect les intérêts

des U. S. A. Les lignes ci-dessus justifient la suspicion. Celles-ci non moins :

« A juste titre, les États-Unis nous réclament le payement de nos dettes. Ils se sont aperçus, en effet, que les vainqueurs n'étaient pas trop différents des vaincus, que leurs actes ne méritaient aucune confiance et que toute concession américaine, tout abandon de créance n'auraient pour résultat que d'accroître les dépenses militaires (françaises) en Europe. »

Il y avait la fille qui se prostitue pour que sa mère ait des bas de soie, l'assassin qui trucidé une vieille rentière pour acheter des bonbons à sa petite sœur. Il manquait ceci : Les États-Unis qui pillent l'Europe, surtout la France, par pur désintéressement, pour que ne soit fait aucun mal à la pauvre Germanie, et notamment pour que ne soient contrariés d'aucune manière les projets d'avenir ultra-humanitaires de Ludendorff et von Seeckt.

Si c'est M. Nitti qui a trouvé cela tout seul, ce maître fourbe a du génie.

Quoi qu'il en soit, si cette idiotie machiavélique était vraiment entrée dans la ca-boche des Yankees, — trop mal débarbouillés encore de leurs origines troubles, — ce serait une raison de plus d'en finir d'un seul coup avec le chantage du dollar, — sinon en démonétisant l'or, du moins en refusant de reconnaître la contestable créance.

Celle de la France est plus sacrée. Car elle n'est pas d'or, mais de sang. Elle est de 1.700.000 morts. Et tous les dollars du monde ne peuvent racheter cela.

Ce sont les U. S. A. qui ont fait banqueroute à la civilisation.

Combien ceci peut-il valoir à Washington?

« Les États-Unis ont été le facteur décisif de la victoire, et après l'armistice, ils ont fait preuve d'une grande noblesse. Ils n'ont accepté de la guerre aucun bénéfice. »

Hé quoi ! « aucun bénéfice » ? Vraiment, le dieu Dollar fait des miracles. Les États-Unis, présentement, détiennent plus de la moitié de tout l'or du monde, ils ont transformé leurs dettes en créances fantastiques, ils se sont enrichis fabuleusement. Que serait-ce, Seigneur ! s'ils n'avaient « fait preuve d'une grande noblesse » et s'ils avaient accepté de la guerre dollarifique quelques bénéfices ?

Mais quelle étrange psychologie que celle d'un politicien ? Celui-ci se montre tantôt plus boche que le Boche le plus surboché et tantôt plus yankee que le sénateur Borah lui-même ; mais jamais il ne rend le son national. Au Parlement français, dans la presse, cette espèce pullule.

Voici la conclusion de M. Nitti. Elle nous rappelle que la révolution et l'anarchie viennent d'Allemagne :

« Refuser toute confiance et tout crédit aux pays qui, piétinant les institutions démocratiques, abolissent en fait le régime parlementaire et constituent, au profit de castes militaires et des partis de minorité, des gouvernements de dictature. »

La dictature, en effet, c'est d'abord le « manganello » pour les traîtres, et M. Nitti a horreur du « manganello ».

Naturellement, en nous enjoignant de « refuser toute confiance et tout crédit aux pays » qui prétendent à s'ordonner, M. Nitti fait exception pour celui dont il sait apprécier les marks d'amitié, — la sainte Allemagne.

Pour toutes les autres nations, y compris la sienne, le parlementarisme et la démocratie, c'est-à-dire la décomposition politique et sociale, les frontières ouvertes à l'invasion, sont d'obligation. D'abord, parce que la politicaillerie ne prospère bien que dans le chaos, la

ruine et la pourriture. Ensuite, parce que cela facilite beaucoup la tâche pacifique du Boche.

Ce n'est que lorsque cette tâche sera accomplie, quand il n'y aura plus de civilisation française, que nous jouirons tous, dans le travail, la frugalité, l'ataraxie spirituelle, des bienfaits ineffables de la paix teutonne multipliés par ceux que répandra la royauté universelle du Dollar.

Néanmoins, pour des Français de claire et saine raison, dont les « consciences » ne se laissent point solliciter par les « Appels » de la Bêtise ou de la trahison, ce livre révélateur confirme, par une violente opposition qu'imposent la logique et le bon sens, les principes essentiels de la politique positive.

La véritable conclusion qu'en doit tirer un honnête homme est donc qu'une nation qui ne veut pas se laisser absorber ou périr doit résolument « piétiner les institutions démocratiques », « abolir le régime parlementaire » et constituer « un gouvernement de dictature ».

G. D.

---

## LETTRE D'UN AMÉRICAIN

---

*A la suite d'un de mes articles sur la dernière Conférence de Washington, j'ai reçu cette lettre de M. K.-W. Auricéphale, de Baltimore, actuellement à Paris. Quoique ignorant totalement la langue anglaise, j'ai pu aisément traduire cette savoureuse épître : il m'a suffi de méditer les discours de M. Borah et de contempler l'âme spécifique de mon correspondant.*

*Voici :*

*Claridge-Hôtel.*

Monsieur et cher débiteur,

L'autre soir, ou plutôt l'autre matin, en sortant un peu chancelant de l'Abbaye de Thélème, j'ai glissé malencontreusement. De là une entorse qui me retient à la chambre. Je m'empresse de vous faire remarquer que je n'ai réclamé aucune indemnité au gouvernement français. Et je le regrette maintenant, car je vois bien que vous ne me saurez aucun gré de ma générosité. « Le sage a ses yeux dans sa tête, et l'insensé marche dans les ténèbres ; mais j'ai reconnu aussi qu'un même accident leur arrive à tous. » (*Ecclésiaste, II, 14.*)

A Baltimore, je ne lis jamais : les affaires prennent tout mon temps. A Paris, je suis sollicité par des occupations plus agréables. Mais que faire dans un appartement d'hôtel, quand on est astreint à l'immobilité ? Pour combattre l'ennui sans trop faire résonner ma tête

métallique, j'ai donc demandé des journaux illustrés et parisiens. Je veux dire « excitants ». Dans le tas s'était glissée votre *Coopération des Idées*. Je l'ai entr'ouverte par mégarde. Fâcheuse curiosité ! J'ai lu votre article, et vos propos sur les Américains m'ont profondément irrité.

Ce n'est pas ainsi, heureusement, qu'ont accoutumé, de nous parler vos éminents hommes d'État. Avec eux, nous nous entendons toujours. Et sachez qu'ils n'ont pas à s'en plaindre. Jusqu'ici, nous n'avons eu des difficultés qu'avec M. Caillaux, lequel est un chauvin irréductible, un rêveur. « Mais tu me fais lever la tête comme les buffles ; je suis oint avec une huile fraîche. Et mon œil se plaît à regarder, mes oreilles à entendre, ces méchants qui s'élèvent contre moi. Le juste croîtra comme le palmier ; il s'élèvera comme le cèdre du Liban. » (*Psaumes*, XCII, 11-12-13).

L'Amérique, sachez-le donc, Monsieur, est un très grand pays, car sa superficie atteint 9.500.000 kilomètres carrés, sans compter les possessions que nous avons dans le monde, et notamment en France. C'est aussi un pays très haut, avec ses maisons de 50 étages. Enfin, les Américains sont le peuple le plus riche. L'Univers nous admire et nous vénère, et vous, pauvres petits Français criblés de dettes, dénués de dollars, vous osez nous dénigrer !... Ah ! vous êtes bien toujours les mêmes...

Dans votre publication, par exemple, il est question d'un certain Auguste Comte dont personne n'a jamais oui parler aux États-Unis. En quoi, je vous le demande, ce comte était-il auguste ? Combien valait-il ? Un comte qu'est-ce que cela ? Pour nous, si l'une de nos filles, daigne épouser un simple prince russe, ce n'est que pour une saison et pour savoir comment un Moscovite fait l'amour. En réalité, nous n'admettons que le titre de roi. Présentement, nous avons plus de rois vivants

que toute votre histoire de France n'en saurait dénombrer. Cela témoigne de notre richesse. Moi-même, après dix-huit faillites et quelques banqueroutes frauduleuses, j'ai acquis enfin la royauté du papier hygiénique, et je vau, entendez-vous, je vau deux milliards de dollars...

Mais ne nous égarons point. Il s'agit de votre dette, de la dette que nous avons cru devoir vous attribuer et que vos gouvernants et administrateurs — qui savent entendre les bonnes raisons, eux, — ont reconnue pour vous.

Ne voyez-vous donc pas que, somme toute, c'est un grand honneur que nous vous faisons en montrant ainsi que vous avez gagné la guerre. C'est une consécration. Si vous aviez été vaincus, nous n'eussions pas fixé un si haut prix à notre concours. Les Américains ont le sens des possibilités. Tout ce que nous pouvons prendre, certes; mais pas plus.

Aussi sommes-nous surpris, peiné et même offensés de votre répugnance à accepter cette charge glorieuse. Nous donnions une autre cote à votre nature chevaleresque. Vous nous décevez. Jusqu'ici, vous aviez manifesté que vous étiez plus épris de gloire que d'argent : vous n'avez pas le droit de nous tromper ainsi.

Vaincus, en 1871, vous avez versé sans barguigner 5 milliards de francs or à l'Allemagne ennemie : il est scandaleux, il est inadmissible que, vainqueurs, vous vous refusiez à payer vingt fois plus seulement à vos amis et alliés.

La victoire vous a créé des obligations. Ne seriez-vous plus des héros ?

Vous dites que vous voulez bien rester des héros, mais que vous ne pouvez pas payer le lourd tribut qui, à nos yeux, vous conférera pour toujours cette haute qualité. Vous avez eu à reconstruire vos régions dévastées, géignez-vous, l'Allemagne n'a pas « réparé », vous avez eu 1.700.000 morts, vos meilleurs producteurs,

vous êtes écrasés d'impôts... Je sais, nous savons...

Mais ce n'est pas sérieux. Ayant besoin de distractions, je vis six mois de l'année en France et j'ai constaté qu'un beau fruit comme votre pays peut exprimer bien plus de jus. Il n'est que de le presser congrûment. Croyez-moi, vous pouvez produire beaucoup plus et consommer beaucoup moins. « Pourquoi dépensez-vous l'argent pour ce qui ne nourrit pas, et votre travail pour ce qui ne rassasie pas ? Écoutez-moi, et vous mangerez ce qui est bon, et vous jouirez à plaisir de ce qu'il y a de meilleur. » (*Ésaïe, LV, 2*).

Notre créance, sachez-le, est inextinguible puisque nous détenons la moitié de l'or du monde et que nous en détiendrons bientôt, inéluctablement, la totalité. C'est par sympathie pour la noble France, en souvenir de La Fayette, parce que nous fûmes vos frères de combats, au nom de la Justice, de la Démocratie et de la Bible, que nous nous contenterons seulement de ce que vous pourrez nous donner. Mais il faut que ce soit bien tout ce que vous pourrez donner, toujours, en vous mettant au régime sec et maigre et en y appliquant tous vos efforts.

Vos travailleurs, aux champs comme aux usines, peuvent fort bien prolonger de quatre ou cinq heures par jour leur temps de labeur. Vos enfants et même de nombreuses femmes ne produisent point. Souvenez-vous qu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle, la pieuse et joyeuse Angleterre savait tirer un bon parti du travail des enfants de cinq à douze ans. Il y a là beaucoup de dollars à trouver.

Je n'en finirais point si j'essayais de vous décrire toutes les économies réalisables. Laissez-moi vous citer celles-ci.

Vous êtes excessivement gourmands. En général, vous faites deux repas complets par jour. C'est trop, puisqu'un seul suffit à nourrir des héros. Dans les

quartiers populaires, j'ai vu consommer même des huîtres. C'est révoltant. Que de dollars vous gaspillez ainsi qui devraient nous revenir !

Sur la Riviera, je rencontre beaucoup de compatriotes ; mais aussi, encore, quelques Français. Il nous est très désagréable de côtoyer, sur la Croisette ou la Promenade des Anglais, nos débiteurs. Le contact des Allemands nous choque beaucoup moins. Le mark est à près de sept francs papier. Et puis ces Teutons ont de la tenue. Comme nous, ils ne vont pas au lupanar sans endosser le frac. Enfin, ce sont des vaincus, des anciens ennemis : ils ne nous doivent rien,

Votre plus grosse dépense inutile, c'est votre armée. Pourquoi une armée ?

L'Angleterre elle-même déclare qu'elle n'a plus besoin de vos soldats pour la défendre. Sa flotte lui suffit maintenant. Vous le voyez, votre armée serait licenciée sans inconvénient. Et puis, que pourrait-elle désormais pour votre propre sécurité ? La Société des nations, saura s'opposer à ce que vous résistiez efficacement à l'invasion prochaine. La Société des nations, ne l'oubliez pas, encore que nous n'en fassions point partie nominale, c'est nous, ce sont nos négociants, nos banquiers. Et donc, ce qui l'intéresse uniquement, c'est le cours de la livre et du dollar. En quoi une nouvelle agression de l'Allemagne pourrait-elle l'affecter ? Vous ne comprendrez jamais rien aux affaires. Apprenez donc, incorrigibles idéologues, qu'au contraire, rien ne serait plus favorable à la hausse du dollar.

Au surplus, il est bien certain qu'en tout état de cause, vous ne pourriez plus vous offrir le luxe onéreux d'une victoire. A l'Allemagne, maintenant.

Heureusement, vous avez parmi vos dirigeants (nous faisons les sacrifices qu'il faut pour cela) des démocrates sincères et des pacifistes raisonnables qui comprennent le ridicule, pour une nation pauvre, endettée et démo-

cratique, d'avoir l'outrecuidante prétention de n'être plus envahie, rançonnée et vassalisée.

D'autre part, il y a aussi, chez vous, bien des choses dont les héros n'ont nul besoin et que nous consentirions volontiers, en témoignage d'amitié, à acheter.

Par exemple, votre Riviera, le musée du Louvre avec tous ses stocks, vos autres musées de Paris et de province, vos châteaux historiques. Ce serait porté à votre compte et ralentirait l'inflation normale et incoercible de votre dette.

L'Arc de triomphe pourrait être transporté à Washington. Le Palais de Versailles ferait un confortable palace pour nos rois à nous. Vous ne savez pas utiliser vos cathédrales : nous en ferions des cinémas qui feraient recettes. Le roi des marmelades, qui vaut un milliard et demi de dollars, me confiait dernièrement qu'il ferait des folies pour avoir chez lui, à Kansas-City, la colonne Vendôme et le tombeau de Napoléon. Moi-même...

Mais à quoi bon vous prodiguer des idées pratiques ! J'y perdrais mon temps, mon encre, et peut-être un peu de la précieuse matière aurifique qui compose le cerveau d'un Américain.

Nous avons d'autres moyens de persuasion que nous employons où et quand il faut. Aussi bien ai-je confiance. La prochaine Conférence — à laquelle votre gouvernement se gardera sans doute de déléguer un patriote outrancier comme M. Caillaux — règlera les choses définitivement, comme elles doivent l'être pour la grande Amérique. Et nos deux peuples resteront indissolublement liés, comme deux frères, — nous par la créance, vous par la dette. A jamais. L'âme du noble La Fayette se réjouira.

« Mieux vaut la fin d'une chose que son commencement ; mieux vaut un esprit patient qu'un esprit hâtif. Ne te hâte point dans ton esprit de t'irriter ; car

l'irritation repose dans le sein des insensés. Ne dis point :  
D'où vient que les jours passés étaient meilleurs que  
ceux-ci? Car ce n'est point par sagesse que tu t'enquiers  
de cela. » (*Ecclésiaste*, VII, 8-9-10).

K.-W. AURICÉPHALE,  
à *Baltimore (Maryland)*.

Pour copie (psychographique) conforme :

G. D

---

## LES GRANDES COMPAGNIES

---

Ce ne sont pas les grandes Compagnies des XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles que je veux dire ; mais celles d'aujourd'hui, bien plus nocives parce que plus puissantes. Elles font corps avec un régime de déliquescence. Démocratie et ploutocratie sont les deux faces — l'une politique, l'autre économique — de la même anarchie destructive.

Quiconque, par infortune, eut à traiter quelque affaire normale avec les pouvoirs publics sait que l'État compense son incurie et son incapacité par une cynique improbité.

• Les grandes Compagnies, qui tiennent à l'État électif par de constantes collusions et de réciproques manœuvres de corruption, sont aussi foncièrement malhonnêtes. Parce qu'elles cèdent à toute pression, elles se rattrapent sur qui ne saurait résister. C'est, en action, la morale de la démocratie et du matérialisme : il n'est plus de frein à tout ce que permet la force, à tout ce que supporte la faiblesse. Et cela marque, aggravé par les phantasmes grossiers des progrès de la mécanique, un brusque retour à la plus rude barbarie.

Voici, à ce propos, un tout petit fait grandement instructif.

Un de mes amis, préalablement muni d'un billet de première classe, monte à la gare de Toulon dans un train qui va vers Marseille, terme de son voyage.

En cours de route, un contrôleur surgit. Il a le sourire. Les voyageurs exhibent leurs permis gratuits. Seul, dans ce compartiment, mon ami a son billet, dûment payé. Le sourire se fige, se mue en grimace, et voici l'employé déchaîné contre ce cochon de payant.

D'abord, il lui réclame tout de go un supplément de 135 fr. 15 c. Ni plus ni moins. De Toulon à Marseille,

il n'y a que 67 kilomètres, et le P.-L.-M. a décidé, paraît-il, que les voyageurs, prenant ce train, — que rien ne distingue des autres, — devront payer pour un parcours de 500 kilomètres au moins,

Les grandes Compagnies sont non moins légiférantes que l'État parlementaire. Rien de plus propice à tous les abus de l'arbitraire que l'accumulation des règlements.

Or mon ami n'a pas occupé ses veilles à l'étude des sibyllins et capricieux indicateurs Chaix : Il ignorait donc, comme tout le monde, hormis les rabatteurs de grande Compagnie, cette prescription fantaisiste. Avec indignation, il défendit sa bourse. Je dois dire que sa vie ne fut pas menacée. Le contrôleur n'avait pas d'escopette et n'était armé que d'un inoffensif outil à perforer les cartons.

Voici bien un exemple de friponnerie flagrante. Il n'y a pas d'autre mot dans toute les langues pour désigner l'action de faire payer une marchandise qu'on n'a pas livrée ou un service qu'on n'a pas rendu.

Mon ami n'est pas un héros. Il ne se sent pas de force à être le Du Guesclin du xx<sup>e</sup> siècle qui nous délivrera de la haute flibuste. Mais c'est un Français dont la saine raison n'est pas moins offusquée que le sens de la droite probité par de telles exactions. Aussi n'usera-t-il point du seul moyen qui le débarrasserait de cette affaire : soit, faire intervenir le député de sa circonscription. Il résistera.

Autre leçon. On voit ici, sur le vif, comment se forme et perdure l'abjecte tyrannie politicienne. Et comment celle-ci, réciproquement, favorise la piraterie des grandes Compagnies. C'est tout le régime, électif et parlementaire, de décomposition.

Dans ce chaos d'extravagances, il y a bien peu de chance pour que la voix du simple bon sens puisse être écoutée. Même des juges. Aussi, avant d'engager

un procès, mon ami va-t-il proposer à l'administration du P.-L.-M. de payer sa rançon à l'une de ces deux conditions, au choix :

1° En échange d'un bon de circulation des 500 kil. non effectués. Ce serait de la stricte honnêteté ;

1° Ou versement de cette somme à une caisse de secours constituée pour secourir les malheureux porteurs d'obligations de chemins de fer.

Qu'est-ce à dire ? Oh ! voici qui est plus grave. Ce mouton deviendrait-il enragé ? Pour ma part, j'ai toujours pensé que cela finirait ainsi, — non.

par des chants et des apothéoses.

Mon ami, paterne à l'ordinaire, lève ici un lièvre dont la taille dépasse de beaucoup celle du gigantesque megalotherium antédiluvien. Car il ne signale plus seulement une rapine d'occasion ; mais une vaste escroquerie systématique qui a ruiné de nombreux petits capitalistes.

En effet, les obligations du P.-L.-M., par exemple, qui étaient cotées, en 1914, à 410 fr. (fusion ancienne), à 490 fr. (4%), ne valent plus que 215 et 230 fr. papier, — exactement dire, 40 et 45 fr. Les obligataires ont donc perdu les neuf dixièmes de leur capital.

Les grandes Compagnies ont emprunté du franc or, elles devraient payer les intérêts en franc or, et non en francs à 0 fr. 19 c. D'autant plus que les directeurs et administrateurs, eux, n'ont rien perdu, au contraire. D'autant plus, enfin, que l'avoir des grandes Compagnies, qui gageait les emprunts, doit s'évaluer en francs or, soit à un chiffre quatre ou cinq fois plus élevé qu'avant la guerre.

Si, comme le donnent à penser leurs procédés louches et leur recours aux garanties de l'État, elles sont dans une situation difficile, c'est à une formidable gabegie qu'il faut l'attribuer. Et alors leur banqueroute est nettement frauduleuse.

Le caractère d'escroquerie préméditée est encore

accentué par ceci que les grandes Compagnies consacrent une part fort importante de leur budget à la prétendue « publicité », en réalité pour s'assurer le silence complice de la presse.

Et je suis loin d'avoir tout indiqué de leurs méfaits. Il n'y a pas que tripotages, usurpation de pouvoirs, malversations, pilleries de toutes sortes. Il y a souvent, à cause d'un matériel défectueux, dans les accidents trop fréquents, homicide par négligence, impéritie. Il y a encore, notamment, et c'est le pire, présomption de trahison.

Ainsi, le P.-L.-M., de plus en plus, est lié à cette autre grande Compagnie du canal de Suez. Celle-ci, on le sait, est complètement inféodée à la haute banque anglo-saxonne. Or des places d'administrateurs de l'une et de l'autre sont données à des politiciens et des hauts fonctionnaires qui sont chargés de débattre avec des représentants anglais — à la Commission des réparations, par exemple — les intérêts vitaux de la nation. La cavalerie de saint Georges a modifié son armure, non ses munitions. Et elle n'a qu'à paraître pour vaincre les fragiles vertus démocratiques.

Qui donc peut s'étonner encore que la France victorieuse soit ruinée et asservie?

Conclusion. Un gouvernement électif et parlementaire ne saurait gouverner vraiment : il manœuvre, il tripote, il pille, il saccage. Sans responsabilité, il ne préserve pas. Sans continuité, il ne maintient pas. Sans autorité, il ne contient pas. Pour mettre fin au brigandage des puissances financières comme aux entreprises de spoliation et de vassalisation des États étrangers, il faut un gouvernement qui gouverne, c'est à dire un centre coordonnateur, un organe de l'intérêt général, un chef indépendant et responsable qui commande

G. D.

---

## ANTHOLOGIE DE LA BÊTISE

---

### LA BÊTISE DES SCÉLÉRATS

S'il n'est rien de plus malin qu'un sot, c'est-à-dire de plus rusé, de plus méchant et de plus nocif, il n'y a certainement rien de plus bête qu'un gredin.

Voici, par exemple, M. F. Nitti. Dans son livre *la Paix*, il a su appliquer une extrême habileté à déformer la vérité en affectant comme il convient un haut idéalisme humanitaire. Néanmoins, le subconscient l'emporte parfois et commande des réflexions de ce genre :

« Quel fleuve de sang et de mort ! Dans l'ensemble, il a peut-être été versé cinquante millions de litres de sang, c'est-à-dire *plus qu'il n'en faudrait pour faire marcher pendant plus de vingt-quatre heures une des plus grandes usines électriques du monde.* »

Cette imagination macabre du sang humain employé comme force motrice décèle l'imbécillité et la profonde abjection d'une âme fangeuse.

### WAGON DANCING

Du *Figaro* :

« Le premier wagon dancing sera inauguré sur la ligne de Londres à Brighton. Cette voiture est un don fait aux jeunes générations par un vieillard de quatre-vingt-quatre ans, sir Alfred Yarrow.

« Le geste est charmant. »

Charmant, mais idiot.

COMMENT ON TUE LES GRANDS ESPRITS

De M. Louis Thomas, dans un roman, *l'Espoir en Dieu* :

« Je lisais donc : Je lisais beaucoup, de dix à treize heures par jour (la plupart du temps je me faisais apporter mes repas chez moi pour lire davantage) ; je ne lisais qu'un auteur à la fois, mais toutes ses œuvres y passaient d'un coup, Renan, Taine, Auguste Comte, Tarde, Cournot, Spinoza, Renouvier, Montesquieu, Joseph de Maistre... *je mettais de huit à dix jours à tuer un de ces grands esprits* ; et certains soirs, je me suis couché avec la valeur de deux in-octavos dans le ventre. »

Et voilà... O littérature !..

G. D.

## UNE RÉFORME ÉLECTORALE : LE CONTRIBUABLE ÉLECTEUR

---

Rien de plus facile que d'imaginer des réformes. Le papier — comme le contribuable — souffre tout.

De nouveau, on parle beaucoup de réforme électorale. C'est toujours le capital souci des politiciens de trouver le mode de scrutin qui assurera nécessairement leur réélection. C'est leur pierre philosophale.

Mon propos est tout autre. A vrai dire, je considère que le suffrage universel est irrémédiablement absurde, mystificateur et anarchique. Néanmoins, pour faire comme tout le monde, pour divaguer à l'unisson j'ai conçu aussi un projet de réforme électorale.

Le système actuel consiste à faire nommer ceux qui décident les impôts par ceux à qui on fait croire, fallacieusement d'ailleurs, qu'ils n'auront pas à les payer. Or l'impôt est le principal pour ne pas dire l'unique affaire d'un État démocratique dont le seul état — quand ce n'est pas encore la terreur — est la corruption.

L'inflation fantastique du budget laisse donc les électeurs indifférents. Ils y poussent même, car le candidat qui sait son métier ne laisse pas de leur faire espérer qu'ils recueilleront quelques miettes du gâteau budgétaire. Maurras réclamait la part du Poilu victorieux : il y a longtemps qu'est inscrite en fait, sur tous les programmes radicaux socialistes, la part de l'électeur majoritaire.

Les parlementaires n'ont pas à se gêner. Et ils y vont,

comme on ne sait que trop, à tour de bras. Depuis la guerre, ils ont exagéré. Et la bonne poire française se dessèche de plus en plus.

Le moment semble donc opportun de proposer que la « justice fiscale » soit complétée, justifiée par la « justice électorale » c'est-à-dire que désormais, la puissance électorale soit exactement en rapport avec la capacité contributive.

Quoi de plus rationnel ?

Tous les Français majeurs seraient électeurs et auraient une voix ; mais chaque cote de contributions directes de 100 francs comporterait l'attribution d'une voix. Par exemple, celui qui payerait 1.000 francs au fisc, disposerait de 11 voix. Ainsi, ceux qui décident les dépenses et décrètent les impôts seraient nommés par ceux qui les payent. Quoi de plus logique ?

Ce serait d'abord une compensation, une prime équitable, une exhortation, un entraînement à consentir le douloureux sacrifice fiscal. Voilà le remède spécifique contre la fraude.

Ce serait, en outre, peut-être, un frein efficace à l'inflation budgétaire, bien plus redoutable, quoiqu'on en pense généralement, que l'inflation fiduciaire.

Ce serait, enfin, à coup sûr, un désastre pour la démagogie politicienne.

Et c'est pourquoi cette réforme n'a aucune chance d'être adoptée. Pas même, je ne dis pas seulement des électeurs, mais des contribuables, car, je le répète : la démocratie est la basse chimère par laquelle tout le monde espère parvenir à dominer et à exploiter tout le monde.

On ne supprimera le venin qu'en tuant la Bête.

G. D.

---

## LES LIVRES QUI FONT PENSER

---

*Enquête sur le problème juif*, par René Groos, un vol. in-18 de 272 p., 8 fr. (Nouvelle librairie nationale).

Au sujet de *Protocoles*, édité par M. Urbain Gohier, j'ai reproduit dernièrement ma réponse à l'enquête de M. René Groos. J'aurais dû ajouter que cette enquête a été publiée en volume, avec une intéressante préface de M. Eugène Marsan. Aussi m'empressé-je de réparer cette omission bien involontaire.

Il convient d'indiquer d'abord la position que prend M. René Groos. Je le cite :

« Il y a une conspiration juive contre toutes les nations. Et d'abord contre la France, contre le principe d'ordre qu'elle représente dans le monde. Cette conspiration occupe, un peu partout, les avenues du pouvoir. En France, elle règne véritablement... La conspiration juive universelle sera brisée, disjointe, matée : ou c'est la France qui périra à la mode russe...

« Et la passion ethnique ? La vie de la France est en jeu. Il faut prendre parti pour elle ou contre elle. Quelle est en cette aventure tragique l'attitude de cette minorité de Juifs bien nés que la guerre a définitivement agrégés au peuple français ? Il serait, semble-t-il, du devoir de ces Juifs patriotes, qui répudient toute solidarité avec la finance et la révolution internationales, de lutter, eux tous les premiers, contre cette juiverie universelle qui s'emploie à la destruction, à l'assassinat de la France.

« Juifs patriotes de France, c'est un de vos frères de race qui vous parle. Né d'une famille juive établie en France depuis quatre générations, Français de cœur et de raison,

je suis des vôtres. Croyez-moi, notre premier devoir est là : lutter de tout notre pouvoir contre ceux de notre race qui assassinent notre patrie. C'est notre devoir envers elle, qu'il faut sauver. C'est notre devoir envers nos Morts, Juifs morts pour la France dont il nous faut continuer la tâche. »

De tels accents sont émouvants. Comme la sincérité même.

Et voici les questions posées par M. René Groos :

« 1° L'antisémitisme ne se trouve-t-il pas justifié par le fait même que, la communauté juive restant unie par une mystique commune et formant ainsi une véritable nation dispersée à travers le monde, la fiction légale qui accorda à tous les Juifs *en bloc* la qualité de « citoyens actifs » constitua (comme l'a fort bien montré Bernard Lazare) un privilège à leur avantage? Ainsi, en effet, les droits des nationaux furent accordés à qui n'en reconnaissait point les devoirs et continuait d'appartenir à une nation étrangère. De là, et aussi du fait que la Révolution émietta la nation française, l'extraordinaire fortune d'Israël depuis l'avènement de la Démocratie. De là le règne de l'Or juif, entraînant celui de la Mystique juive, qui n'est — précisément — que celle de la Démocratie.

« 2° Pensez-vous que la solution du problème ainsi posé, et plus pressant que jamais en ces jours où se prépare l'assaut final d'Israël contre la France et le principe d'ordre qu'elle représente dans le monde, soit possible sous le régime actuel qu'asservissent l'Or juif et l'Idée juive? — Pensez-vous qu'elle soit possible en Démocratie — quelle que soit celle-ci — alors que c'est l'Or qui fait les élections?

« 3° Sinon — puisque ainsi la Démocratie ne saurait mener qu'à la mort de la France, à la mode russe — ralliez-vous la solution monarchique? La Monarchie, libre de l'Or juif puisqu'elle est le Sang français, libre de l'Idée juive puisqu'elle est l'Idée française, n'est-elle point de salut public?

« 4° Le devoir des Juifs bien nés, patriotes « que la guerre agrégea décidément à la France », n'est-il pas alors de travailler à la Monarchie? En tout cas, le groupement des Juifs patriotes, décidés à servir la France contre les agissements de ceux de leurs congénères qui rêvent son anéantissement,

ne vous paraît-il pas souhaitable ? Nos correspondants « vieux Français » ne le verraient-ils pas se constituer avec sympathie ? Et nos correspondants juifs ne pensent-ils pas qu'il est de notre devoir strict de nouveaux Français de constituer, sous le signe de nos Morts, cet organe qui nous permettra de servir plus efficacement ? »

M. René Groos a reçu une trentaine de réponses. Elles sont précédées d'une présentation courtoise et suivies d'une discussion serrée.

Les réponses de Maurice Barrès, Maurras, Louis Estève, Fagus, René Johannet, Edmond Pilon, Salomon Reinach, Noël Vesper, etc., ne sauraient s'accorder. Mais cela forme un ensemble vivant et instructif. Dans ses vigoureux commentaires, M. René Groos donne ses conclusions. Elles sont d'ailleurs exprimées avec force dans le préambule et les questions reproduites ci-dessus.

Celles d'un positiviste ne s'en distingue que par un formulaire plus relativiste. Car la « question juive » n'est qu'un cas de l'immense problème de l'ordre dont il n'est pas de solution partielle.

Les organismes épuisés, prédisposés par la misère physiologique, sont seuls affectés par les maladies bacillaires. Ils ne peuvent réagir assez contre l'élément morbide qui les pénètre et les envahit. Ainsi, les ceps plus robustes résistent au phylloxéra dont aucun traitement ne peut préserver les autres.

De même, le parasitisme, juif ou autre. Il ne se développe, il n'exerce ses ravages que chez les peuples dissociés, dans les États décérébrés. En frappant le Juif d'ostracisme, on favoriserait un autre parasitisme, qui ne serait pas moins nocif.

C'est le corps social qu'il faut revigorer, c'est la santé, l'ordre qu'il faut restaurer.

Précisément, rien de plus démonstratif à ce sujet que la citation que M. René Groos fait de Renan : « Dans tous les mouvements révolutionnaires, l'élément juif a joué un rôle capital. » Et aussi, d'ailleurs, les « classes moyennes », chères à la démagogie des conservateurs antisémites. Faisons donc qu'il n'y ait plus de « mouvement révolution-

naire ». C'est ce que se propose la politique positive en conciliant l'ordre et le progrès.

G. D.

*L'Épître aux Romains de saint Paul*, traduction nouvelle avec introduction, notes et commentaires, par Henri DELAFOSSE, un vol. in-16 de 160 p., 9 fr. (Rieder, éd.).

Cette épître étant un des textes fondamentaux du christianisme, M. Delafosse s'efforce de démontrer qu'elle n'a été transmise qu'avec d'importantes interpolations marcionites et catholiques. Pour lui *l'Épître aux Romains* est bien une lettre de l'apôtre, mais sur laquelle, « un siècle plus tard, ont été bâtis un étage de théologie marcionite et deux étages de mandements catholiques ».

Je veux bien. Mais cela n'empêche point le catholicisme d'avoir suscité, réglé, dirigé la plus haute civilisation d'humanité et d'être encore le foyer le plus rayonnant de la spiritualité.

G. D.

Cette publication est un recueil de notes critiques, d'aperçus immédiats, d'impressions, d'avertissements, en bref l'affirmation d'une pensée vivante qui n'a plus à se chercher. Les documents, les études, la méthode et la doctrine qui ont formé, systématisé le simple bon sens que nous appliquons ici sont exposés dans les **Œuvres complètes d'Auguste Comte, Pierre Laffitte et Georges Deherme**. (Librairie Émile Blanchard, 10, rue de la Sorbonne, Paris).

---

**Le Positivisme intégral.** Foi, morale, politique, d'après les dernières conceptions d'A. Comte, par ALFRED DUBUISSON. Un volume in-8° carré de viii-352 pages 6 fr. (G. Crès, éditeur, 116, boulevard Saint-Germain, Paris).

---

## PRINCIPAUX OUVRAGES DE GEORGES DEHERME

---

- L'Afrique occidentale française.** Action politique. — Action économique. — Action sociale. (Ouvrage couronné par l'Académie française et par la Société antiesclavagiste de France). — Un vol. in-8, 528 pages, 1908. (Bloud, éditeur)... 6 fr. »
- Auguste Comte et son œuvre : Le Positivisme.** Un vol. in-16, 128 pages, avec deux portraits hors texte, 1909. (Groupe Auguste-Comte)..... 2 fr. 50
- La Crise sociale.** Un vol. in-16, 380 pages, 1910, 3<sup>e</sup> édition. (Bloud, éditeur)..... 6 fr. »
- Croître ou disparaître.** La loi de Malthus. — La surpopulation. — Le néo-malthusisme. — La dépopulation française. — Ses facteurs. — Les expédients. — La solution positive. 1 vol. in-16, 270 pages, 1910. (Perrin, éditeur)..... 7 fr. 50
- Les Classes moyennes.** Étude sur le parasitisme social. Un vol. in-16, 320 pages, 1912. (Perrin, éditeur)..... 7 fr. 50
- Le Pouvoir social des femmes.** Un vol. in-16, 280 pages, 1914. (Perrin, éditeur)..... 7 fr. 50
- Penser pour agir.** Un vol. in-18 Jésus de xvi-318 pages, 4<sup>e</sup> éd. 1919. (Bernard Grasset, éditeur)..... 7 fr. 50
- L'Argent et la richesse.** Un vol. in-18 Jésus de viii-266 pages, 3<sup>e</sup> éd. 1919. (Bernard Grasset, éditeur)..... 7 fr. 50
- Le Nombre et l'Opinion publique.** Un vol. in-18 Jésus de xv-260 pages, 4<sup>e</sup> éd. 1919. (Bernard Grasset, éditeur). . . 7 fr. 50
- Aux Jeunes Gens. Un maître : Auguste Comte. Une direction : le positivisme.** Un vol. in-18 Jésus de iv-150 pages, 1921. (Librairie Ém. Blanchard)..... 5 fr. »
- Le Positivisme dans l'action.** Un vol. in-16 de 460 pages, 1923. (Librairie Ém. Blanchard)..... 10 fr. »
- Pensées et Préceptes d'Auguste Comte.** Un vol. in-18 de xiv-268 pages, 5<sup>e</sup> éd., 1924. (Bernard Grasset, éditeur)... 7 fr. 50